

A.S.D.

ALLIANCE POUR LA SAUVEGARDE DU DIALOGUE INTER-CONGOLAIS

Représentation de l'ASD en Europe

APPEL A TOUTES LES FORCES PATRIOTIQUES ET DEMOCRATIQUES FACE A L'IMPOSSIBILITÉ D'INSTAURER LA DEMOCRATIE PAR LES NEGOCIATIONS ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT DE KINSHASA SUR L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS INTER-CONGOLAISES DE PRETORIA

Réf.: ASD/E/DE/1/008/02

Les Congolais viennent de se rendre à l'évidence que le 23 novembre 2002 vient de s'ajouter au palmarès des jours douloureux que notre Pays connaît depuis 1996.

L'ajournement des négociations de Pretoria sur la conclusion de l'Accord Global et Inclusif, suite à l'intransigeance et aux manœuvres dilatoires du pouvoir de Kinshasa qui feint d'ignorer les cris de détresse de notre Peuple, est lourd de conséquences.

Il n'est un secret pour personne que Kabila n'a ni mérite, ni atout particulier, aucune compétence ni connaissance spécifique. Mais en dépit de ses lacunes et handicaps, le schéma 1+4 avec Kabila comme président et 4 vice-présidents dont un de son camp qui lui servira de béquille ou de prothèse, a été entériné par toutes les formations, en ce compris l'ASD et également par beaucoup de nos compatriotes. Ceci dans l'ultime espoir d'obtenir la fin de la guerre, le retrait contrôlé des troupes alliées à Kabila et enfin la Paix et la Réunification de notre Pays.

Mais en retour, l'on ne récolte que arrogance, pédanterie et mépris.

En effet, pendant que l'opinion s'attendait à des réponses positives du pouvoir de Kinshasa, elle a malheureusement été flouée par Kabila et ses alliés. Leur refus du Partage Vertical des responsabilités démontre bien que Kinshasa garde jusqu'ici une attitude belliqueuse et provocatrice. Kabila n'est nullement disposé à respecter ses engagements. Le Nouvel Ordre Institutionnel que le Peuple réclame et dont la volonté est exprimée dans l'Accord de Lusaka, ne signifie nullement des nominations des membres du gouvernement et la désignation des députés et sénateurs.

Dans l'entendement de l'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais, le Nouvel Ordre Politique revêt une importance capitale. C'est le couronnement du combat de l'opposition tant armée que politique. C'est la victoire des forces démocratiques sur celle de l'oppression et de la dictature. Il signifie la détermination consensuelle des institutions, des textes légaux, des règles de démocratie, des droits de l'homme et de bonne gouvernance à tous les niveaux, la désignation des animateurs, afin de redonner de l'espoir à notre Peuple. Il ne peut y avoir de solution durable qui consiste à créer et nommer des vice-présidents au niveau national tout

en gardant intact le désordre que tout le monde déplore au niveau de la gestion des entités de base, de l'administration, des services et entreprises publiques.

Les allégations de Kinshasa qui, en lieu et place du partage parle de « charcuter le pouvoir », cachent bel et bien ses ambitions d'un pouvoir moniste, soucieux de garder et d'étendre le contrôle sur ses réseaux mafieux déjà installés impassiblement au sein des entreprises, des provinces, de l'administration publique, des services spécialisés, dans le but de s'assurer une base à partir de laquelle il lui sera possible de tricher aux élections. C'est là le vrai agenda sur le lequel repose le calcul politique du pouvoir mafieux de Kinshasa. Toutes ses gesticulations conduisent à cette fin.

Dans le même ordre, il ne peut y avoir une Nouvelle Armée Nationale, Républicaine si la constitution de celle-ci se fait autour et sur la base des FAK (Forces Armées Kabilistes : milices privées abusivement appelées FAC - Forces Armées Congolaises, composées de Mai Mai – Interhamwe – ALIR – exFar – génocidaires) , et suivant la seule volonté de Kabila.

L'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais estime à cet effet que la Nouvelle Armée Républicaine doit être constituée à partir des principes arrêtés de commun accord par toutes les composantes. Or Kabila et ses alliés s'opposent à une telle idée. Leur objectif est d'incorporer les autres factions dans l'actuelle armée de Kabila, qui du reste n'est pas un modèle d'organisation, de discipline, de combativité, de patriotisme, de nationalisme... ; n'a-t-elle pas exécuté froidement son propre commandant suprême en la personne du regretté Laurent Désiré Kabila ?

L'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais soutient durant toutes les négociations l'idée de fixer les règles objectives devant conduire à la formation d'une véritable Armée Unie et Républicaine. Tel n'est malheureusement pas le souci de Kinshasa. Cette attitude, tout le monde le sait, va conduire à des frustrations, à des règlements de compte, à la hiérarchisation des rôles et surtout à créer un sentiment des laissés-pour-compte dans les rangs des autres forces. A la longue, une crise de forte intensité ne peut pas être évitée.

Le schéma que nous soutenons a l'avantage de correspondre à la réalité politique, en ce qu'il devrait permettre de créer et de maintenir un équilibre au sein des institutions de la transition.

Alors que tous les Congolais espéraient que les différentes délégations allaient conclure un compromis sur l'Ordre Politique de Transition, leurs espoirs se sont évanouis en laissant la place dans le cœur de chacun à l'amertume et à des questionnements de divers ordres.

L'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais tient à rassurer le Peuple Congolais que son combat pour la poursuite d'un dialogue franc n'est pas terminé.

Ce énième blocage abuse également de la bonne volonté des Pays et Peuples Amis qui consacrent des moyens énormes pour nous aider à trouver une Solution Consensuelle et Durable à la crise que traverse notre Pays.

Devant le refus de Kinshasa à s'inscrire avec courage dans la recherche de la solution qui doit conduire notre Pays à son destin démocratique, il serait indiqué de rappeler à Kabila que les sacrifices de la Communauté Internationale ne sont pas élastiques à l'infini.

En plus, ce blocage imposé par Kinshasa est déplorable car il laisse la place à des dynamiques négatives qui risquent de rompre le consensus déjà acquis d'aller vers la Paix et la mise en place d'un Nouvel Ordre Politique.

Kabila ne se comporte pas en Congolais. Il ne se conduit pas en Patriote qui aime les autres Congolais. La misère de notre Peuple, s'il peut s'en servir, elle le laisse indifférent. C'est un président-délégué venu confisquer au Peuple tout droit d'espérer, et même, celui de rêver.

Tout homme sensé pourrait être amené à penser que vouloir persévérer dans les prétendues négociations interminables avec un irresponsable ne relève pas seulement d'une naïveté coupable, mais du complexe d'esclave, et constitue même une complicité avec Kabila dans sa volonté de bloquer la solution de la crise et de prolonger la souffrance de notre Peuple.

L'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais invite la Communauté Internationale à faire preuve d'un traitement égal et équilibré à l'endroit de tous les belligérants congolais et étrangers. En effet, alors que le RCD et le Rwanda sont continuellement l'objet de pressions très astreignantes de la part de la Communauté Internationale, Kabila et ses alliés ne sont nullement inquiétés : le Zimbabwe dispose encore sur notre sol de 6163 soldats, l'Angola 3000, la Namibie 50 officiers supérieurs... sans compter les génocidaires, forces négatives et autres terroristes.

L'ASD lance au pouvoir de Kinshasa un appel pressant à la raison, l'invite à s'inscrire irrévocablement dans le schéma de la médiation et à abandonner sa vision oligarchique du pouvoir.

Si cet appel n'est pas entendu, les conséquences désastreuses de l'aggravation de la crise nécessitant une solution urgente, radicale et définitive, l'ASD prendra devant l'opinion nationale et internationale, et avec lui toutes les forces patriotiques et démocratiques, les responsabilités que lui impose l'Histoire.

Fait à Bruxelles, le 27 novembre 2002

La Représentation de l'ASD/Europe :

DPTN : Likiyo Lompela

CDD : Nyindu Kitenge

URR : Tshimbombo Mukuna

UDPS : Tshipamba Mpuila, Délégué OPP. EXT au DIC & UDPS/Belux

RCD : Kitenge Yesu

A.S.D.

ALLIANCE POUR LA SAUVEGARDE DU DIALOGUE INTER-CONGOLAIS

Représentation de l'ASD en Europe

APPEL A TOUTES LES FORCES PATRIOTIQUES ET DEMOCRATIQUES FACE A L'IMPOSSIBILITÉ D'INSTAURER LA DEMOCRATIE PAR LES NEGOCIATIONS ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT DE KINSHASA SUR L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS INTER-CONGOLAISES DE PRETORIA

Réf.: ASD/E/DE/1/008/02

Les Congolais viennent de se rendre à l'évidence que le 23 novembre 2002 vient de s'ajouter au palmarès des jours douloureux que notre Pays connaît depuis 1996.

L'ajournement des négociations de Pretoria sur la conclusion de l'Accord Global et Inclusif, suite à l'intransigeance et aux manœuvres dilatoires du pouvoir de Kinshasa qui feint d'ignorer les cris de détresse de notre Peuple, est lourd de conséquences.

Il n'est un secret pour personne que Kabila n'a ni mérite, ni atout particulier, aucune compétence ni connaissance spécifique. Mais en dépit de ses lacunes et handicaps, le schéma 1+4 avec Kabila comme président et 4 vice-présidents dont un de son camp qui lui servira de béquille ou de prothèse, a été entériné par toutes les formations, en ce compris l'ASD et également par beaucoup de nos compatriotes. Ceci dans l'ultime espoir d'obtenir la fin de la guerre, le retrait contrôlé des troupes alliées à Kabila et enfin la Paix et la Réunification de notre Pays.

Mais en retour, l'on ne récolte que arrogance, pédanterie et mépris.

En effet, pendant que l'opinion s'attendait à des réponses positives du pouvoir de Kinshasa, elle a malheureusement été flouée par Kabila et ses alliés. Leur refus du Partage Vertical des responsabilités démontre bien que Kinshasa garde jusqu'ici une attitude belliqueuse et provocatrice. Kabila n'est nullement disposé à respecter ses engagements. Le Nouvel Ordre Institutionnel que le Peuple réclame et dont la volonté est exprimée dans l'Accord de Lusaka, ne signifie nullement des nominations des membres du gouvernement et la désignation des députés et sénateurs.

Dans l'entendement de l'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais, le Nouvel Ordre Politique revêt une importance capitale. C'est le couronnement du combat de l'opposition tant armée que politique. C'est la victoire des forces démocratiques sur celle de l'oppression et de la dictature. Il signifie la détermination

consensuelle des institutions, des textes légaux, des règles de démocratie, des droits de l'homme et de bonne gouvernance à tous les niveaux, la désignation des animateurs, afin de redonner de l'espoir à notre Peuple. Il ne peut y avoir de solution durable qui consiste à créer et nommer des vice-présidents au niveau national tout en gardant intact le désordre que tout le monde déplore au niveau de la gestion des entités de base, de l'administration, des services et entreprises publiques.

Les allégations de Kinshasa qui, en lieu et place du partage parle de « charcuter le pouvoir », cachent bel et bien ses ambitions d'un pouvoir moniste, soucieux de garder et d'étendre le contrôle sur ses réseaux mafieux déjà installés impassiblement au sein des entreprises, des provinces, de l'administration publique, des services spécialisés, dans le but de s'assurer une base à partir de laquelle il lui sera possible de tricher aux élections. C'est là le vrai agenda sur le lequel repose le calcul politique du pouvoir mafieux de Kinshasa. Toutes ses gesticulations conduisent à cette fin.

Dans le même ordre, il ne peut y avoir une Nouvelle Armée Nationale, Républicaine si la constitution de celle-ci se fait autour et sur la base des FAK (Forces Armées Kabilistes : milices privées abusivement appelées FAC - Forces Armées Congolaises, composées de Mai Mai – Interhamwe – ALIR – exFar – génocidaires) , et suivant la seule volonté de Kabila.

L'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais estime à cet effet que la Nouvelle Armée Républicaine doit être constituée à partir des principes arrêtés de commun accord par toutes les composantes. Or Kabila et ses alliés s'opposent à une telle idée. Leur objectif est d'incorporer les autres factions dans l'actuelle armée de Kabila, qui du reste n'est pas un modèle d'organisation, de discipline, de combativité, de patriotisme, de nationalisme... ; n'a-t-elle pas exécuté froidement son propre commandant suprême en la personne du regretté Laurent Désiré Kabila ?

L'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais soutient durant toutes les négociations l'idée de fixer les règles objectives devant conduire à la formation d'une véritable Armée Unie et Républicaine. Tel n'est malheureusement pas le souci de Kinshasa. Cette attitude, tout le monde le sait, va conduire à des frustrations, à des règlements de compte, à la hiérarchisation des rôles et surtout à créer un sentiment des laissés-pour-compte dans les rangs des autres forces. A la longue, une crise de forte intensité ne peut pas être évitée.

Le schéma que nous soutenons a l'avantage de correspondre à la réalité politique, en ce qu'il devrait permettre de créer et de maintenir un équilibre au sein des institutions de la transition.

Alors que tous les Congolais espéraient que les différentes délégations allaient conclure un compromis sur l'Ordre Politique de Transition, leurs espoirs se sont évanouis en laissant la place dans le cœur de chacun à l'amertume et à des questionnements de divers ordres.

L'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais tient à rassurer le Peuple Congolais que son combat pour la poursuite d'un dialogue franc n'est pas terminé.

Ce énième blocage abuse également de la bonne volonté des Pays et Peuples Amis qui consacrent des moyens énormes pour nous aider à trouver une Solution Consensuelle et Durable à la crise que traverse notre Pays.

Devant le refus de Kinshasa à s'inscrire avec courage dans la recherche de la solution qui doit conduire notre Pays à son destin démocratique, il serait indiqué de rappeler à Kabila que les sacrifices de la Communauté Internationale ne sont pas élastiques à l'infini.

En plus, ce blocage imposé par Kinshasa est déplorable car il laisse la place à des dynamiques négatives qui risquent de rompre le consensus déjà acquis d'aller vers la Paix et la mise en place d'un Nouvel Ordre Politique.

Kabila ne se comporte pas en Congolais. Il ne se conduit pas en Patriote qui aime les autres Congolais. La misère de notre Peuple, s'il peut s'en servir, elle le laisse indifférent. C'est un président-délégué venu confisquer au Peuple tout droit d'espérer, et même, celui de rêver.

Tout homme sensé pourrait être amené à penser que vouloir persévérer dans les prétendues négociations interminables avec un irresponsable ne relève pas seulement d'une naïveté coupable, mais du complexe d'esclave, et constitue même une complicité avec Kabila dans sa volonté de bloquer la solution de la crise et de prolonger la souffrance de notre Peuple

L'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais invite la Communauté Internationale à faire preuve d'un traitement égal et équilibré à l'endroit de tous les belligérants congolais et étrangers. En effet, alors que le RCD et le Rwanda sont continuellement l'objet de pressions très astreignantes de la part de la Communauté Internationale, Kabila et ses alliés ne sont nullement inquiétés : le Zimbabwe dispose encore sur notre sol de 6163 soldats, l'Angola 3000, la Namibie 50 officiers supérieurs... sans compter les génocidaires, forces négatives et autres terroristes.

L'ASD lance au pouvoir de Kinshasa un appel pressant à la raison, l'invite à s'inscrire irrévocablement dans le schéma de la médiation et à abandonner sa vision oligarchique du pouvoir.

Si cet appel n'est pas entendu, les conséquences désastreuses de l'aggravation de la crise nécessitant une solution urgente, radicale et définitive, l'ASD prendra devant l'opinion nationale et internationale, et avec lui toutes les forces patriotiques et démocratiques, les responsabilités que lui impose l'Histoire

Fait à Bruxelles, le 27 novembre 2002

La Représentation de l'ASD/Europe :

DPTN : Likiyo Lompela

CDD : Nyindu Kitenge

URR : Tshimbombo Mukuna

UDPS : Tshipamba Mpuila, Délégué OPP. EXT au DIC & UDPS/Belux

RCD : Kitenge Yesu